

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan Dossiers

N° 494 du 23.07 au 18.08.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Afghanistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

1 Guantanamo : Les dossiers

1-1 Torture : Pourquoi Obama refuse toute poursuite contre Bush ?

1-2 Il faut enquêter sur l'autorisation d'actes de torture par l'ex-président Bush et d'autres hauts fonctionnaires.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Julius Cavendish : Le garde du corps qui a tué le frère d'Amid Karzai était un homme de confiance de la CIA.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Francine Verstraeten : Ben Laden est mort, vive la paix !

3-2 Régis Soubrouillard : Irak-Afghanistan : même combat (perdu)...

4 Annexe

4-1 Manlio Dinucci : Les robots killer de l'empire.

Tiré à part :

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

L'armée américaine est en train de mener simultanément des campagnes d'attaque de missiles par drones, des bombardements, des opérations à des fins d'assassinats par les forces spéciales et des combats au sol dans cinq pays différents: Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye et Yémen.

Le président Barack Obama qui doit en grande partie sa victoire électorale en 2008 à l'écœurement populaire ressenti par des millions d'Américains à l'égard des guerres d'agression lancées par le gouvernement Bush en Afghanistan et en Irak, a plus que rempli les prédictions de George W. Bush concernant les « guerres du 21^{ème} siècle. »

Il a surpassé son prédécesseur républicain en un point au moins.

Bush avait proclamé une doctrine infâme affirmant que l'impérialisme américain avait le droit de mener une guerre contre tout pays qu'il reconnaissait comme étant, maintenant ou n'importe quand dans l'avenir, une menace potentielle.

Il adopta le principe de la « guerre préventive », une forme de guerre agressive pour laquelle les dirigeants du Troisième Reich encore vivants furent jugés à Nuremberg.

En justifiant la guerre contre la Libye, Obama a promulgué sa propre doctrine qui se passe même du prétexte d'une menace potentielle comme justification pour la guerre. Au lieu de cela, il affirme que les Etats-Unis sont dans leur droit de mener une guerre partout où ils jugent que leurs « intérêts et leurs valeurs » sont en jeu même si les objectifs de l'attaque ne représentent aucune menace concevable à la sécurité américaine.

Dans son discours sur la Libye, Obama a inclus parmi les inviolables valeurs américaines le « maintien du flux commercial », c'est-à-dire, le flux de profits dans les caisses des compagnies pétrolières américaines et d'autres grands groupes.

Même au moment où, il y a près de trois mois, des missiles de croisière pleuvaient sur la Libye, Obama avait cyniquement fait valoir que Washington avait lancé la guerre par crainte qu'une répression menée par le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi éteindrait « le printemps arabe. »

Quelle hypocrisie!

La véritable attitude de Washington à l'égard des aspirations démocratiques des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'est traduite sans ambiguïté dans une série d'actions survenues ses derniers jours.

Obama a accueilli à la Maison Blanche le prince héritier du Bahreïn, une dictature monarchique qui, avec le l'appui tacite des Etats-Unis et le soutien militaire ouvert du principal allié de Washington dans la région, l'Arabie saoudite, a impitoyablement réprimé un mouvement de masse en faveur de droits démocratiques, tuant des centaines de personnes, en emprisonnant des milliers d'autres et en torturant systématiquement les détenus.

Le prince est arrivé quelques jours à peine après que le régime eut ouvert un procès militaire contre des médecins et des infirmiers. Interpellés pour avoir traité des manifestants blessés par des forces de sécurité, ces travailleurs médicaux ont été contraints, à l'aide de chocs électriques et de bastonnades avec des planches pourvues de clous, de signer de faux témoignages.

Dans un communiqué officiel, Obama a « réaffirmé le ferme engagement des Etats-Unis à l'égard du Bahreïn » – dont le régime abrite la cinquième flotte américaine – en louant son monarque pour avoir embrassé le « dialogue » et la « réforme ». Le président américain a généreusement conseillé que « l'opposition et le gouvernement » – les torturés tout comme les tortionnaires – « doivent trouver un compromis pour forger un avenir juste pour tous les habitants du Bahreïn. »

Le New York Times a révélé que de l'autre côté de la péninsule arabe, les Etats-Unis « étaient en train d'exploiter un vide grandissant du pouvoir » créé par cinq mois de soulèvement de masse contre la dictature au Yémen, le pays le plus appauvri de la région, soutenue par les Etats-Unis pour y lancer une nouvelle guerre en recourant à des frappes de missiles tirés depuis des drones et à des attaques d'avions de combat.

Tout en étant prétendument dirigées contre des éléments d'Al Qaïda, tout indique que les attaques visent à sauver le régime du président Ali Abdullah Saleh, et ce tout en facilitant le départ du dictateur d'une présidence qu'il avait occupée durant 33 ans.

La première frappe relatée dans ce nouveau théâtre de guerre débutée par le Pentagone a tué au moins quatre civils ainsi que plusieurs prétendus « militants. »

En Libye, la guerre Etats-Unis/OTAN touche à la fin de son troisième mois avec une intensification des bombardements incessants menés pour terroriser et qui ont coûté la vie à des centaines de civils et à un nombre incalculable de soldats libyens. Washington et ses alliés européens ne cachent pas leur véritable objectif, qui est un « changement de régime », dans cette guerre lancée sous le prétexte cynique de protéger des civils, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat fantoche garantissant la domination de l'impérialisme et des principales compagnies pétrolières occidentales.

C'est cela la véritable réponse de l'impérialisme américain au « printemps arabe » – une explosion du militarisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une tentative désespérée d'étayer les dictatures servant ses intérêts dans la région, et une détermination à étrangler les luttes révolutionnaires des travailleurs et de la jeunesse arabe.

Ces nouvelles interventions militaires s'ajoutent aux guerres et aux occupations qui durent déjà depuis une décennie en Afghanistan et en Irak et qui, comme il apparaît de plus en plus clairement, doivent continuer indéfiniment.

Lors d'une audience de confirmation jeudi devant le Sénat, le directeur de la CIA, Leon Panetta, choisi par Obama pour remplacer le chef du Pentagone sortant, le secrétaire à la Défense Robert Gates, a reconnu qu'il était « tout à fait persuadé » que le régime en Irak réclamerait prochainement que Washington maintienne des milliers de soldats américains sur le sol irakien après la date butoir du retrait des troupes, le 31 décembre 2011.

Panetta a clairement fait comprendre que Washington veut maintenir les troupes en lieu et sur place « pour s'assurer que les gains que nous avons fait en Irak soient maintenus. » Le fait que la grande majorité de la population irakienne pour qui l'occupation américaine a signifié la mort, la mutilation et le déplacement de millions de gens, veut que les 47.000 soldats américains quittent maintenant le pays est hors de propos.

L'homme que Panetta remplacera, le secrétaire à la Défense Gates, a souligné à maintes reprises au cours de ces derniers jours que la date butoir de juillet 2011 qu'Obama avait fixée pour le retrait d'Afghanistan ne devrait entraîner aucune réduction significative du déploiement des quelque 100.000 soldats américains.

Après la réunion du week-end avec les commandants militaires en Afghanistan, Gates a fait remarquer que tout retrait serait « modeste » en disant à Bruxelles aux ministres de la Défense de l'OTAN qu'il « n'y a aucune urgence de notre part pour un retrait. » Entre-temps, de nouvelles atrocités sont commises chaque semaine avec des victimes civiles causées au-delà de la frontière pakistanaise par des bombardements, des raids nocturnes menés par les forces spéciales et des attaques de missiles par drones.

Les travailleurs, les étudiants et la jeunesse aux Etats-Unis sont de plus en plus obligés de porter le fardeau d'une politique de guerre sans fin visant à forger un empire mondial servant les intérêts de l'oligarchie financière américaine. Une élection après l'autre et un sondage d'opinion après l'autre ont montré qu'une vaste majorité de la population est opposée à ces guerres, et pourtant cette opposition ne trouve pas son expression dans le système politique bipartite ou dans les médias qui sont à la botte des grandes entreprises.

Les travailleurs sont parfaitement conscients que des milliers de milliards de dollars sont dépensés pour ces guerres et pour le complexe militaire industriel américain, en dépit du fait que les gouvernements tant au niveau fédéral, qu'au niveau régional et local, dirigés tant par les Démocrates que les Républicains, disent qu'il n'est pas possible de trouver de l'argent pour financer des emplois, des salaires décents, les soins de santé, l'éducation ou des services sociaux vitaux.

De plus, la tentative de l'élite dirigeante américaine d'utiliser le militarisme pour pallier au déclin de sa position dans l'économie mondiale, engendre des tensions internationales de plus en plus dangereuses et une menace de guerres à venir encore plus sanglantes.

Alors même que l'hostilité à ces guerres s'accroît, les manifestations anti-guerre ont presque complètement disparus, asphyxiées qu'elles sont par une couche petite bourgeoise jadis de gauche qui soutient Obama et qui s'est en grande partie intégrée dans le Parti démocrate.

Un nouveau mouvement contre la guerre ne peut être construit que sur la base d'une rupture irrémédiable avec les Démocrates et une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement Obama et le système de profit capitaliste, source de guerre et de militarisme.

Internationalnews

WSWS 16 juin 2011

(Article original en anglais paru le 11 juin 2011)

<http://www.internationalnews.fr/article-les-guerres-sans-fin-de-washington-par-bill-van-auken-76987181.html>

1 Guantanamo : Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Torture : Pourquoi Obama refuse toute poursuite contre Bush ?

L'organisation Human Rights Watch vient de publier le 12 juillet 2011 un rapport qui appelle l'administration Obama à "ordonner l'ouverture d'une enquête criminelle sur les allégations d'abus subis par des détenus et autorisés par l'ancien président George W. Bush ainsi que d'autres hauts fonctionnaires américains" sur la base de "preuves accablantes d'actes de torture commis sous l'administration Bush."

Il est possible d'ailleurs de lire en version française leur résumé et recommandations.

Mais l'administration Obama a déjà exprimé qu'elle voulait tourner la page de l'ère Bush et ne souhaitait pas juger les actions de l'administration précédente. Elle a fait même mieux que ça en faisant pression sur l'Espagne afin que des poursuites ne puissent pas venir également d'un autre pays, comme l'a montré un document révélé par Wikileaks. De nombreuses révélations auraient été d'ailleurs fournies à Wikileaks par le jeune Bradley Manning qui croupit toujours indéfiniment en prison. Tenu enfermé alors qu'aucun début de procès n'a été lancé à son encontre, le président Barack Obama considère par avance qu'il a enfreint la loi et donc qu'il mérite le traitement qu'il reçoit actuellement. Pendant que les responsables de la torture sous l'administration Bush profitent confortablement de leur retraite, Bradley Manning de son côté a subi un traitement proche de la torture pour avoir révélé des crimes de guerre. Après avoir donné un nouveau visage à la paix, Barack Obama offre une nouvelle balance à la justice.

Il est néanmoins étonnant que l'organisation Human Rights Watch appelle à une "*commission impartiale et indépendante, comparable à celle établie à la suite de l'attaque du 11 septembre 2001*" alors que cette dernière a débouché sur une demande de réouverture depuis la publication de son rapport final le 22 juillet 2004. Toujours est-il qu'une volonté politique sera nécessaire pour autoriser la poursuite des responsables de la torture sous l'administration Bush, ce qui paraît compromis à la lecture de cet article du Nouvel Observateur que nous faisons suivre de l'appel de Human Rights Watch publié sur leur site.

Sarah Halifa : Barack Obama voulait clore ce chapitre qui a entaché l'Amérique.

Barack Obama voulait clore ce chapitre qui a entaché l'Amérique après le 11 septembre.

Mais on ne pourra tourner la page tant que les responsables ne seront pas jugés, estime Human Rights Watch. Torture et mauvais traitements, usage de prisons secrètes de la CIA, transfert de détenus vers des pays où ils étaient soumis à la torture...

Pour toutes ces exactions commises après le 11 septembre 2001 au nom de la lutte contre le terrorisme, l'administration Obama dispose aujourd'hui de suffisamment de preuves pour demander l'ouverture d'**une enquête criminelle** contre l'administration Bush.

C'est ce qu'affirme un rapport publié ce mardi 12 juillet par l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Mais Barack Obama ne l'entend pas de cette oreille.

Comment on fabrique de la "bonne foi"

L'actuel président américain avait déclaré, lors de la publication, en 2009, de documents secrets, qu'il garantirait "à ceux qui ont rempli leurs devoirs en se fiant de bonne foi aux avis juridiques du ministère de la Justice qu'ils ne feront l'objet d'aucune poursuite".

Or c'est à cette "bonne foi" que s'en prend le rapport de HRW.

L'idée n'est pas de démontrer que de hauts responsables américains ont autorisé l'usage de telles pratiques – George Bush lui-même l'a admis –, mais de mettre l'accent sur le "système de perversion du droit" qui a été mis en œuvre, notamment par le vice-président de l'époque, Dick Cheney. "**Cheney est au cœur du système** : c'est lui qui a convaincu les avocats d'élaborer des justifications légales afin de légitimer cette pratique", explique l'auteur du rapport, Reed Brody. Il accuse l'administration Bush de s'être "couverte" par le bureau du département de la Justice censé dire le droit, l'Office of Legal Counsel.

Dans le viseur de HRW, viennent donc, en première ligne : le président américain George Bush, son vice-président Dick Cheney, le secrétaire d'Etat à la Défense Donald Rumsfeld et le directeur de la CIA George Tenet. Viennent ensuite les **architectes de la justification légale** de la torture après le 11 septembre 2001, ces fameux avocats qui ont élaboré les notes "justifiant" la torture : Alberto Gonzales (conseiller juridique du président et par la suite ministre de la Justice), John Rizzo (conseiller juridique par interim de la CIA), David Addington (conseiller juridique de Dick Cheney), William J. Haynes II (conseiller juridique du ministère de la Défense), et John Yoo (vice procureur général adjoint à l'Office of Legal Counsel).

"Tant qu'on n'aura pas poursuivi ces architectes, la décision d'Obama d'en finir avec ces affaires ne pourra pas être suivie d'effet, ce chapitre ne pourra pas être considéré comme clos", estime Reed Brody.

La polémique qui a suivi **l'élimination de Ben Laden**, par un commando américain le 2 mai au Pakistan, lui a d'ailleurs donné raison. Dick Cheney et Donald Rumsfeld ont montré que la question de la torture pouvait être à tout moment remise sur le tapis, en plaidant, quelques jours après le raid, pour un retour aux techniques d'interrogatoires musclées. "Certains des premiers indices" qui ont finalement conduit jusqu'à la cache de Ben Laden, avaient-ils alors assuré, provenaient d'informations obtenues notamment de suspects soumis à la simulation de noyade.

L'héritage de Bush dans l'Amérique d'Obama

Qu'attendre donc de Barack Obama ?

Si HRW entend faire une nouvelle fois pression sur l'administration américaine avec ce rapport, l'ONG ne se fait pas d'illusion de la part d'un président qui, quelles que soient ses intentions, n'a de toute façon plus beaucoup de marge manœuvre depuis qu'il doit compter avec une Chambre des représentants passée aux mains des républicains.

Mais on peut se demander aussi si le président américain n'a pas intérêt à passer l'éponge parce que lui-même n'en a pas fini avec **l'encombrant héritage** de son prédécesseur.

Dès son arrivée à la Maison Blanche, Barack Obama avait fait toute une série de **promesses** en la matière, qu'il n'a pas pu tenir : la prison de Guantanamo n'est toujours pas fermée, les tribunaux d'exception ont été rétablis, après réforme, et le procès du 11 septembre se tiendra finalement à Cuba. Il avait aussi interdit les techniques violentes d'interrogatoires. Mais dans son rapport annuel publié en mai, l'ONG Amnesty International s'inquiétait du sort réservé aux prisonniers enfermés sur la base américaine de Bagram en Afghanistan, privés de procès en bonne et due forme et soumis à des "tortures ou à des mauvais traitements".

L'organisation regrettait également que les autorités américaines gênent les efforts entrepris pour rechercher "les responsabilités aux violations des droits de l'homme" observées pendant les huit années de présidence Bush.

Comme s'il voulait lui donner raison, le ministère américain de la Justice a annoncé, fin juin, qu'**il abandonnait presque toutes les enquêtes** sur les agents de la CIA soupçonnés d'avoir utilisé des techniques d'interrogatoire violentes, pour se concentrer sur une seule investigation relative à la mort de deux détenus.

Ce n'est pas tout. Début juillet, on apprenait qu'un responsable présumé des résistants islamistes Shebab en Somalie, Ahmed Abdel Kader Ouarsame, arrêté le 19 avril dans le Golfe d'Aden, avait été détenu pendant deux mois sur un bâtiment américain avant d'être inculpé de terrorisme à New York.

Interrogé par le *Washington Post* après cette affaire, l'avocat spécialisé dans les droits de l'homme John Sifton en concluait que l'administration Obama était "en conflit avec la légalité de ses opérations antiterroristes". "D'un côté, avait-il expliqué, on retient un prisonnier de manière indéfinie, sans avocat, selon l'interprétation des lois de la guerre en vigueur sous Bush. Et de l'autre, on s'engage dans une approche plus élaborée, en inculquant les suspects, estimant que la justice civile est bien plus apte à les poursuivre que les tribunaux militaires".

Et si le salut venait d'Europe ?

Compte tenu de cette situation, Reed Brody dit placer plus d'espoirs du côté européen qu'américain. Parmi les victimes présumées de torture pendant l'ère Bush figurent des Européens. C'est donc à ce titre que des plaintes ont pu être déposées dans certains pays. Mais de ce côté-là de l'Atlantique aussi, on traîne des pieds.

Lorsque Donald Rumsfeld est passé **à Paris** en octobre 2007, des associations avaient porté plainte contre lui, demandant à ce qu'il soit poursuivi en France pour torture. Mais le parquet avait argué qu'en tant qu'ancien ministre de la Défense, il devait bénéficier d'une immunité.

En Espagne, des documents rendus publics par Wikileaks ont montré que l'administration Obama faisait **pression** sur les autorités espagnoles pour qu'elles abandonnent une enquête impliquant des officiels américains dans des affaires de torture.

Mais, observe Reed Brody, il est encore permis d'espérer lorsque l'on voit qu'"en février 2011, Bush a annulé un voyage en Suisse parce que des victimes présumées de torture avaient l'intention de déposer une plainte à son encontre."

*Sarah Halifa-Legrand - [Le Nouvel Observateur](#)
12 juillet 2011*

1-2 Il faut enquêter sur l'autorisation d'actes de torture par l'ex-président Bush et d'autres hauts fonctionnaires.

(paru sur [Human Rights Watch](#) le 12 juillet 2011)

L'enquête sur deux décès de prisonniers détenus par la CIA ne suffit pas

Washington, le 12 juillet 2011 –

Des preuves accablantes d'actes de torture commis sous l'administration Bush obligent le président Barack Obama à ordonner l'ouverture d'une enquête criminelle sur les allégations d'abus subis par des détenus et autorisés par l'ancien président George W. Bush ainsi que d'autres hauts fonctionnaires américains, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport paru aujourd'hui. L'administration Obama n'a pas respecté à ce jour l'obligation d'enquêter sur les actes de torture et autres mauvais traitements infligés aux détenus qui incombe aux États-Unis en vertu de la Convention contre la torture, a ajouté Human Rights Watch.

Le rapport de 107 pages, intitulé « *Getting Away with Torture : The Bush Administration and Mistreatment of Detainees* » (« Torture et impunité : L'administration Bush et les mauvais traitements infligés aux détenus ») présente des informations substantielles justifiant la tenue d'enquêtes criminelles à l'encontre de George Bush et de plusieurs hauts fonctionnaires de son administration, notamment l'ancien vice-président Dick Cheney, l'ancien secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld et l'ancien directeur de la CIA George Tenet, au motif qu'ils ont ordonné des pratiques comme le « *waterboarding* » (simulacre de noyade), l'utilisation de prisons secrètes par la CIA et le transfert des détenus vers des pays où ils ont ensuite été torturés.

« *Il existe des raisons solides d'ouvrir une enquête concernant l'autorisation par Bush, Cheney, Rumsfeld et Tenet d'actes de torture et de crimes de guerre* », a déclaré Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch. « *Le président Obama a traité le recours à la torture comme s'il s'agissait d'un choix politique regrettable et non d'un crime. Sa décision de mettre fin aux pratiques d'interrogatoire abusives risque d'être réversible tant que l'interdiction légale de la torture ne sera pas clairement rétablie.* »

Si le gouvernement américain n'engage pas d'enquêtes criminelles crédibles, d'autres pays devront en vertu du droit international poursuivre en justice les officiels américains impliqués dans des crimes à l'encontre de détenus, a indiqué Human Rights Watch.

« *Les États-Unis ont une obligation légale d'enquêter sur ces crimes* », a affirmé Kenneth Roth. « *Si les États-Unis ne prennent pas les mesures qui s'imposent, d'autres pays devront le faire.* »

En août 2009, le ministre de la Justice américain (*Attorney General*) Eric Holder a nommé le procureur fédéral adjoint John Durham afin que ce dernier enquête sur les abus infligés à des détenus, mais il a limité l'examen aux actes « *non autorisés* ». Ceci a signifié que l'enquête n'a pas pu couvrir les actes de torture comme le « *waterboarding* » et d'autres mauvais traitements autorisés par les avocats de l'administration Bush, même si ces actes ont enfreint le droit national et international.

Le 30 juin, Holder a accepté la recommandation de Durham d'ouvrir une enquête exhaustive sur deux décès de prisonniers qui auraient été détenus par la CIA en Irak et en Afghanistan. Human Rights Watch a noté que la portée limitée de l'enquête de Durham n'a toutefois pas permis d'aborder le problème du caractère systémique des exactions.

« *Les abus systématiques autorisés par le gouvernement américain dans plusieurs pays n'étaient pas le résultat d'actes de quelques individus qui ont enfreint les règles* », a observé Kenneth Roth. « *Ils ont résulté de décisions prises par des hauts fonctionnaires américains qui ont choisi de redéfinir, contourner ou ignorer les règles en vigueur.* »

En citant les quatre hauts représentants de l'administration Bush, Human Rights Watch a précisé que :

- L'ancien président **George Bush** a publiquement reconnu avoir approuvé dans deux cas le recours à la pratique du « *waterboarding* », une forme de simulacre d'exécution s'apparentant à une quasi-noyade, que les États-Unis ont depuis longtemps considérée comme une forme de torture ayant mené à des poursuites judiciaires. Bush a également autorisé les programmes de détention secrète et de restitution extraordinaire (« *extraordinary rendition* ») de la CIA, selon lesquels des prisonniers étaient détenus au secret et dans plusieurs cas transférés vers des pays comme l'Égypte et la Syrie où ils allaient selon toute probabilité être torturés.
- L'ancien vice-président **Dick Cheney** a été le principal instigateur de l'élaboration des politiques illégales de détention et d'interrogatoire; il a présidé des réunions cruciales lors desquelles des opérations spécifiques de la CIA, y compris le simulacre de noyade subi par le détenu Abu Zubaydah en 2002, étaient abordées.
- L'ancien secrétaire d'État à la Défense **Donald Rumsfeld** a approuvé des méthodes d'interrogatoire illégales; il a suivi de près les interrogatoires de Mohamed al-Qahtani, notamment les interrogatoires

coercitifs menés durant une période de six semaines au centre de détention de Guantanamo et qui dans leur effet cumulatif se sont apparentés à des actes de torture.

- L'ancien directeur de l'agence centrale de renseignement CIA **George Tenet** a autorisé et supervisé le recours par les agents de la CIA au « *waterboarding* », aux positions de stress, aux techniques de la lumière aveuglante et du bruit assourdissant, à la privation de sommeil et à d'autres méthodes d'interrogatoire abusives. Il a également autorisé et supervisé le programme de restitution extraordinaire de la CIA.

Lors d'entrevues avec les médias, Bush a cherché à justifier son autorisation du « *waterboarding* » en expliquant que des avocats du ministère de la Justice avaient affirmé que cette pratique était légale. Alors que Bush aurait dû savoir que le simulacre de noyade constituait un acte de torture sans avoir à consulter un avocat, des informations substantielles indiquent également que de hauts représentants de l'administration, y compris Cheney, ont cherché à influencer le jugement des avocats, a observé Human Rights Watch.

« *Les hauts fonctionnaires de l'administration Bush n'auraient pas dû influencer des avis juridiques et sélectionner ceux qui leur convenaient, pour ensuite s'en servir afin de justifier leurs actes comme s'il s'agissait d'avis émis de manière indépendante* », a déclaré Kenneth Roth.

Human Rights Watch a indiqué que l'enquête criminelle devrait inclure un examen de l'origine des notes du ministère de la Justice ayant servi à justifier le traitement illégal des détenus.

Human Rights Watch a ajouté que les victimes de torture devraient percevoir une indemnisation juste et adéquate, conformément aux dispositions de la Convention contre la torture. Les administrations Bush et Obama ont réussi à ce jour à empêcher les tribunaux d'examiner la validité d'allégations de torture dans des procès civils, en invoquant de manière élargie des doctrines légales comme celles concernant les secrets d'État et l'immunité de fonctionnaires.

Une commission impartiale et indépendante, comparable à celle établie à la suite de l'attaque du 11 septembre 2001 (« *9/11 Commission* »), devrait être mise en place afin d'examiner les actions du pouvoir exécutif américain, de la CIA, de l'armée et du Congrès relatives aux politiques et pratiques de l'administration Bush ayant abouti aux abus infligés aux détenus, a indiqué Human Rights Watch. Cette commission devra formuler des recommandations visant à garantir que les abus systématiques commis sous l'administration Bush ne se reproduiront pas.

En février 2011, Bush a annulé un voyage en Suisse, où des victimes de torture présumées avaient l'intention de déposer une plainte à son encontre. Une enquête impliquant des officiels américains dans des affaires de torture est actuellement en cours en Espagne. Des documents rendus publics par Wikileaks ont révélé que la pression exercée par le gouvernement américain pour que les autorités espagnoles abandonnent l'affaire a continué d'être exercée sous l'administration Obama.

Human Rights Watch a affirmé que l'actuelle absence d'une enquête du gouvernement américain à l'encontre d'officiels de ce pays dans des affaires de torture et de mauvais traitements infligés à des détenus affaiblit les initiatives entreprises par les États-Unis visant à exiger des comptes des auteurs de violations des droits humains dans d'autres pays.

« *Les États-Unis ont raison d'insister pour que justice soit faite pour des crimes internationaux graves perpétrés dans des lieux comme le Darfour, la Libye et le Sri Lanka, mais il ne peut pas y avoir deux poids deux mesures* », a conclu Kenneth Roth. « *Lorsque le gouvernement américain met ses propres représentants à l'abri d'enquêtes et de poursuites judiciaires, il permet à d'autres pays de rejeter plus fermement toute initiative internationale visant à traduire en justice les auteurs de crimes graves.* »

<http://www.reopen911.info/News/2011/07/13/torture-pourquoi-obama-refuse-toute-poursuite-contre-bush/>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Julius Cavendish : Le garde du corps qui a tué le frère d'Amid Karzai était un homme de confiance de la CIA.

Nous savions déjà depuis 2009 par le *Washington Post* et le *New York Times* qu'Ahmed Wali Karzai, le chef du Conseil provincial de Kandahar et frère du Président Hamid Karzaï, était non seulement un agent de la CIA, mais aussi l'un des plus gros trafiquants de drogue de l'Afghanistan, passé premier pays fournisseur d'héroïne au monde depuis l'intervention de l'OTAN en 2001. Nous apprenons aujourd'hui par ce même *Washington Post* (info reprise ici par le journal anglais *The Independent*) que son assassin, Sardar Mohammad, était lui aussi un "étroit collaborateur des Forces spéciales US et de la CIA," ainsi que des Britanniques, avant apparemment de passer du côté des Résistants et de trahir son ami et confident en lui tirant une salve de Kalashnikov mardi dernier à son domicile de Kandahar.

Ce qui est clair dans toute cette histoire c'est la proximité des protagonistes de ce drame avec les services secrets occidentaux, dans un contexte où l'argent de la drogue est devenu vital aux grandes banques pour maintenir à flot l'économie mondiale. Ce qui l'est moins en revanche, c'est le rôle exact des Résistants, et l'apparente "trahison" de Sardar Mohammad qui serait passé tout à coup du côté taliban. Cette version laisse sceptiques certains spécialistes comme la "lanceuse d'alertes" Sibel Edmonds qui s'en explique sur son Blog.

Toujours est-il que même si le président Sarkozy nous explique que les sept soldats français tués cette semaine en Afghanistan "*ne sont pas morts pour rien*", on a vraiment du mal à comprendre pourquoi et au profit de qui la France continue de participer à cette guerre d'occupation depuis bientôt 10 ans. Une fois de plus, ReOpen911 s'associe aux 70% de Français opposés à notre présence en Afghanistan et à tous les mouvements pacifistes qui militent pour un retrait immédiat des forces françaises de ce pays.

Traduction **GV** pour ReOpenNews

Le garde du corps qui a assassiné le frère du Président **Hamid karzai** avait collaboré étroitement avec les Forces spéciales US et la CIA avant d'être recruté par les Résistants, ce qui a augmenté les craintes d'une sophistication toujours plus grande de l'appareil de Renseignement du mouvement islamiste, capable de s'immiscer jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir en Afghanistan.

D'après des informations révélées hier par le Washington Post, **Sardar Mohammad**, [l'homme] qui a tiré sur **Ahmed Wali Karzai** à son domicile de Kandahar City mardi dernier, rencontrait également des officiels britanniques de façon régulière, et avait deux de ses beaux-frères qui servaient dans une unité militaire supervisée par la CIA, la « *Kandahar Strike Force* ». De nouveaux éléments continuent d'émerger et viennent confirmer que les Résistants ont recruté Mohammad – dont on pensait qu'il était ami, confident, et homme de confiance d'Ahmed Wali Karzai – en vue d'infiltrer l'appareil de sécurité du gouvernement afghan.

« *Notre enquête montre que lors des trois derniers mois il se comportait bizarrement, de manière erratique, son état n'était pas normal,* » a expliqué Mahmoud Karzai, un autre frère Fakwai. « *Il ne dormait plus, était nerveux, et recevait des coups de fil au beau milieu de la nuit, et nos informations indiquent qu'il s'était rendu à Quette (au Pakistan) et avait rencontré des Résistants. Son père était un mollah. Tous ces éléments combinés, en plus de la revendication par les Résistants... [en fait] notre enquête préliminaire indique que c'est bien le travail des Résistants.* »

Certains spécialistes en sécurité disent que si c'est le cas, cela montre non seulement les problèmes qui attendent l'armée et la police afghane au moment où elles commencent à prendre le relais de l'OTAN pour le contrôle du pays, mais aussi à quel point les opérations de renseignements des Résistants sont devenues sophistiquées.

La première hypothèse après la mort d'Ahmed Karzai fut qu'il s'agissait qu'une vengeance personnelle, aussi parce que l'idée d'une défection en faveur des Résistants était difficile à croire. C'est pourtant bien ce qui semble s'être produit. Les résistants « *s'offrent assez souvent ces 'gros succès' et je pense que nous sous-estimons probablement les composants du Renseignement [taliban]* » a expliqué un analyste occidental.

« *Ils ont leurs propres officiers du Renseignement. Il ne s'agit pas seulement de collecte d'informations, mais bien d'infiltration faite en utilisant n'importe quel chantage ou levier idéologique [...] et cela constitue un excellent indicateur du niveau de sophistication des réseaux de renseignements des Résistants. C'est quelque chose que nous ne connaissons pas suffisamment – la façon d'en venir à bout,* » commente cet analyste.

Il y a eu toute une série d'attaques de haut niveau de la part des Résistants contre des officiels du gouvernement afghan, ainsi que de nombreux cas d'agents infiltrés au sein des Forces afghanes de sécurité qui ont abattu des soldats Afghans ou de l'OTAN.

Le 28 mai, le Général Daud, le commandant en chef de la Police pour le nord de l'Afghanistan, a été tué par une bombe alors qu'il rencontrait des officiers de l'OTAN. A Kandahar, l'adjoint au gouverneur et le chef de la Police ont été assassinés un peu plus tôt cette année.

Mais ce qui rend la trahison de Mohammad aussi remarquable est son extrême proximité avec Ahmed Wali Karzai. Le Washington post indique qu'il rencontrait l'homme fort de Kandahar six jours par semaine.

Ahmed Wali Karzai payait le salaire de ses policiers si le gouvernement tardait à le faire, et il avait installé sa mère [précisément] chez Mohammad.

Julius Cavendish

16 juillet 2011, pour *The Independent*

21 juillet, 2011 by GeantVert

<http://www.reopen911.info/News/2011/07/21/le-garde-du-corps-qui-a-tue-le-frere-d%e2%80%99amid-karzai-etait-un-homme-de-confiance-de-la-cia/>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Francine Verstraeten : Ben Laden est mort, vive la paix !

Nb : Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

« *L'annonce de la mort, ce 2 mai 2011, de l'homme le plus recherché au monde a aussitôt provoqué une vague de joie aux États-Unis* ».

C'est le président Barack Obama qui a solennellement annoncé la mort « *d'un terroriste responsable du meurtre de milliers d'innocents* ». « *Justice est faite* », a-t-il lancé, à quelques mois du 10e anniversaire des pires attentats de l'histoire américaine.

Le 2 mai 2011 ... 17h41.

La mort d'Oussama Ben Laden est "*un tournant*" dans la lutte mondiale contre le terrorisme, selon le secrétaire général des Nations Unies, etc., etc.

« Historique » d' Oussama Ben Laden

Il serait né en 1957, au Yémen, dans une riche famille saoudienne détenant une fortune importante estimée à +/- 5 milliards \$. Après avoir fait des études commerciales et techniques à l'Université du Roi Abdulaziz de Djeddah, Oussama Ben Laden aurait suivi l'école de Droit musulman (salafisme) comme la majorité des étudiants Saoudiens.

De 1979 à 1989, alors que le Shah d'Iran est renversé par une révolution qui place l'Ayatollah Khomeiny à la tête du pays, l'URSS envahit l'Afghanistan et parallèlement, l'islamisme commence à jouer un rôle politique et idéologique populaire au Moyen-Orient.

Des moudjahids, soutenus par l'Arabie Saoudite, s'engagent dans la guerre en Afghanistan avec officiellement l'aide de la CIA. Ben Laden, chargé par le prince saoudien Turki Al-Fayçal, organiserait une armée de combattants volontaires pour se battre en Afghanistan, le siège étant installé à la frontière pakistanaise, le prince cherchant paraît-il à créer une « internationale islamiste » au départ des Soviétiques. Ben Laden s'installerait donc à Peshawar d'où il coordonnerait les militants volontaires, assurerait leur formation militaire et idéologique. En 1989, son mentor et ami, le Palestinien Abdallah Youcef Azzam est assassiné. Ben Laden se retrouverait à la tête de l'organisation qui est à l'origine d'Al-Qaida, Le djihadisme se développe mais Ben Laden serait associé au salafisme (Arabie Saoudite) alors que la majorité des moudjahids obéiraient à une idéologie tribale islamiste modérée. Le commandant Massoud, fondamentaliste pas du tout modéré, aurait refusé toute alliance avec Ben Laden qui se serait allié avec Gulbuddin Hekmatyar, chef fondamentaliste des rebelles afghans, soutenu par le Pakistan, et qui était le principal bénéficiaire des 3,3 milliards de dollars d'aide des USA (cf Chomsky), une somme soi-disant équivalente provenant de l'Arabie Saoudite. En février 1989, les Soviétiques annoncent leur retrait d'Afghanistan, l'Arabie Saoudite et les USA mettraient fin à leur aide financière et logistique, le but étant atteint : le départ des Soviétiques ! Mais c'est sans compter sur Ben Laden qui, après son retour triomphal en Arabie Saoudite, aurait proposé sa « milice » au roi Fadh. En effet, il aurait redouté une invasion irakienne. Ce dernier ouvre son territoire à l'armée américaine. Ben Laden lui en aurait voulu et se serait finalement allié avec des opposants wahhabites (Iran et Syrie). Ryad lui attribue un attentat au Pakistan et une tentative de détournement d'avion entre Karachi et Djeddah. En avril 1994, l'Arabie Saoudite décide de le priver de sa nationalité. Ben Laden s'installe au Soudan, à Khartoum de 1992 à 1996. Il y fait quelques affaires (construction de routes). De 1993 à 1996, Ben Laden aurait aidé des Bosniaques. Egalement il aurait perpétré une série d'attentats, au Yémen (contre des GI's), en France (GIA), une tentative d'assassinat contre H. Moubarak en Egypte. En 1996, Ben Laden aurait lancé un appel (djihad) à attaquer les intérêts américains partout dans le monde, devenant un ennemi recherché par les USA..... Il se réfugierait en Afghanistan, passé entre temps sous contrôle des Résistants..

Ensuite, la « communauté internationale » le recherche et les attentats du 11 septembre déclenchent sa mise à mort !

Tout attentat dans le monde l'impliquerait..... et les recherches de la CIA auraient échoué jusqu' à ce 2 mai 2011, où il se fait abattre par un bataillon américain, dans son repère transformé en « bunker » jamais repéré au Pakistan, à Peshawar !¹

Une autre version de sa vie décrit qu'Oussama Ben Laden, dès 1973, aurait été agent de la CIA, par l'intermédiaire du prince Turki Al-Fayçal d'Arabie Saoudite, ancien responsable des services de renseignement saoudien et ancien ambassadeur aux Etats-Unis et qui était son protecteur. Mais déchu par l'état saoudien, quelques jours avant les attentats des tours jumelles de New York, le 11 septembre 2001².

Notons enfin que la mort de l'Ennemi n°1 Ben Laden avait déjà été annoncée en 2001, suite à un grave problème rénal. Il n'y a jamais eu de photos de sa mort, ni en 2001, ni en 2011. A-t-il vraiment existé ? N'est-ce pas un « leurre » tellement utile pour justifier des interventions armées de la « communauté internationale », des lois d'exception, etc.... ?

Sa succession est précisée depuis le 18.6: Ayman Al Zawahiri, le numéro 2 d'Al Qaida s'est engagé à poursuivre, comme Oussama Ben Laden, la voie du djihad contre l'Occident, (déclaration de ce 9.6.2011). Mais, Al-Qaidaexiste vraiment ? La BBC l'a remise en doute³....

Justice est faite ?

Si il y avait eu arrestation et jugement, « on » aurait pu parler de justice maisla réalité est différente : en fait, comme l'ont dit les Israéliens, habitués à ce genre d'opération, les Etats-Unis ont réussi « une opération de liquidation ciblée par excellence ». Celle-ci pouvait éventuellement se justifier au nom de la lutte contre le n°1 du terrorisme mais faut-il encore être certain que tout cela ait existé ! Juger une invention et la filmer, c'est difficile..... !

L'après Ben Laden qui n'a peut-être jamais existé

Puisque le très méchant dangereux et cruel terroriste invisible est mort dans son repère au Pakistan, Al Qaida aurait aussi perdu son chef. Je m'abstiendrai de répéter les commentaires qui s'en sont suivis

MAIS :

- Les armées secrètes de l'OTAN, partout dans le monde, elles, sont publiées⁴
- Le Pakistan continue, de fait, à ravitailler les forces armées de l'OTAN, forces impliquées dans la guerre d'Afghanistan. Les soviétiques partis en 1989, les forces de l'OTAN, à la demande du conseil de sécurité, s'y sont installées en 2002 pour lutter contre... les Résistants, alliés des USA (pendant la construction du gazoduc) et

devenus ensuite des ennemis, d'autant plus qu'ils étaient alliés à Ben Laden (quelle belle opportunité), ennemi des USA à la tête de son hypothétique mouvement Al Qaida vous suivez toujours ?

- Puisque l'invisible Oussama Ben Laden est mort, pourquoi les forces de l'OTAN restent-elles en Afghanistan ? Pour les Résistants (eux existent !), pour... la richesse du sous-sol... ?

- Pendant ce temps : la souveraineté du Pakistan continue à être bafouée en permanence, les civils paient au prix plein les erreurs des drones, de l'aviation etc..... C'en est au point que ce 30.5.2011, Hamid Karzai a lancé un dernier avertissement à Washington, après l'assassinat de 14 civils dont 10 enfants dans une frappe aérienne américaine.

Quelques chiffres : coût total de la guerre en Afghanistan à ce jour : 1700 milliards de dollars. (cf. bureau du Budget du Congrès américain).

OTAN hors de l'Afghanistan !!!!!

Francine Verstraeten

1. tiré de Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Oussama_ben_Laden

2. membres.multimania.fr/wotraceaafg/ben_laden_cia.htm

3. www.voltairenet.org

4. www.french.moqawama.org

3-2 Régis Soubrouillard : Irak-Afghanistan : même combat (perdu)...

Irak-Afghanistan : deux guerres, un même échec.

La raccourci est rapide.

Mais deux rapports publiés la semaine dernière dressent un état des lieux de la situation en de nombreux points semblable. Une longue présence occidentale, des pays ni stabilisés, ni sécurisés, et la perte de dizaines de milliards de dollars, évaporés dans la nature, destinés à la reconstruction, tombés dans les mains des résistants ou dans les circuits de corruption.

« 10 ans de présence occidentale et des dizaines de milliards de dollars d'aide à l'Afghanistan ont échoué à en faire un pays solide à court terme, et tout retrait précipité risque de le plonger dans une nouvelle guerre civile ». La sentence est brutale.

Sans appel. Elle émane de l'International Crisis Group (ICG), une ONG spécialisée dans la résolution des conflits. A quelques données près, le constat aurait pu s'appliquer à l'Irak. En quelques lignes, le rapport de l'ICG dit ici toute l'inefficacité et la mauvaise allocation de nombreux programmes d'aide occidentale alors que l'OTAN prévoit de retirer ses troupes d'Afghanistan.

L'ICG réclame ainsi la démilitarisation de l'aide - trop liée à la stratégie militaire américaine pour être acceptée des populations - et sa réallocation à des programmes de renforcement de l'Etat et des institutions.

C'est un pays au bord de la guerre civile que décrit l'ICG estimant qu'un « retrait précipité laisserait un Etat incapable de faire face aux menaces sécuritaires et pourrait bien provoquer une autre guerre civile, alors que les rebelles résistants ont gagné du terrain ces dernières années ». Outre un engagement international à long terme, l'ICG préconise un changement radical de la stratégie des pays donateurs, à commencer par le premier d'entre eux, les Etats-Unis, incluant une véritable lutte contre la corruption et un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds.

A bien des égards, la situation en Irak procède du même mal et pourrait bien encore servir de leçon plutôt que de s'infliger deux fois la même punition.

L'été irakien de toutes les incertitudes

Car selon le bureau d'inspection général spécial pour la reconstruction de l'Irak (Sigir), un an après le début du départ des Boy's, l'Irak est un pays plus dangereux qu'avant.

Le Sigir dresse un tableau bien sombre de la stabilité et de la sécurité du pays. Au point que Stuart Bowen, l'inspecteur général du Sigir, qui a la lourde charge de gérer les 61 milliards de dollars consacrés à la reconstruction de l'Irak, qualifie la période à venir d'« été de l'incertitude »

La situation est à ce point grave que l'administration Obama, qui doit encore « rapatrier » 47.000 soldats d'ici la fin de l'année a proposé de laisser 10 000 militaires en poste pour aider à former les forces irakiennes.

Le rapport Bowen tranche largement avec les déclarations publiques des hauts gradés américains. Stuart Bowen accuse notamment l'armée américaine de minimiser l'ampleur de la tâche à accomplir, préférant dissimuler les flambées de violence dans le pays à cinq mois du retrait complet de ses troupes. L'inspecteur reproche également aux forces américaines de nier l'instabilité grandissante dans le pays, s'appuyant sur une vision angélique de la situation diffusée par le Ministère de la Défense qui évoque, plutôt, une évolution « très, très positive »...par rapport à 2007, quand le pays était au bord de la guerre civile.

Le mois de juin a été le mois le plus meurtrier pour les militaires américains depuis avril 2009 et, durant la période allant d'avril à juin, le pays a connu son nombre d'assassinats d'officiels, de policiers, de juges, le plus élevé.

La menace des groupes d'insurgés a certes baissé mais les milices étrangères, notamment chiites soutenues par l'Iran font tout pour rendre la tâche encore plus ardue aux américains. Et mille combattants d'Al-qaïda seraient toujours dans le pays.

Des dizaines de milliards d'aide à la reconstruction envolées dans la nature. Les services de Stuart Bowen se sont également également penchés sur l'efficacité des contractors, ces sociétés spécialisées dans la sécurité, la formation, la logistique et auxquelles les Etats-Unis ont délégué toutes leurs opérations au fur et à mesure que l'armée US quittait le terrain. Selon Bowen, ces sous-traitants n'ont fait qu'alourdir la facture présentée à la Maison Blanche. Le département d'Etat aurait signé un chèque de 3 milliards de dollars à l'ensemble des sociétés de sécurité présentes en Irak.

Près d'un milliard de dollars pour SOC (Securing Our Country) chargée de sécuriser l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad.

Un peu plus de 400 millions de dollars pour la firme Global Strategies Group qui protège des diplomates et des consulats dans le sud du pays. Un bataillon de sécurité de 5.500 hommes chargé de protéger diplomates, fonctionnaires et officiels sera

déployé.

Pendant plusieurs mois, Stuart Bowen a cherché à obtenir plus d'informations auprès du département d'Etat sur cette brigade privée. En vain. Ses recherches n'ont guère été plus fructueuses sur le nombre de sociétés et les effectifs privés déployés en Irak. Le SIGIR n'a aucune autorité pour inspecter les « *mercenaires de la sécurité* ».

Côté reconstruction, c'est au contraire une avalanche de chiffres qui donne le tournis. L'addition est salée. Le département d'Etat signe des chèques...qui se perdent dans la nature.

Dans une enquête récente le *Los Angeles Times*, faisait état d'une perte d'un montant abyssal. En 2004, 48 milliards en petites coupures –des billets de 100 dollars- arrivent en Irak dans une vingtaine d'avions cargo.

Où est passé l'argent ? A quoi a-t-il servi ? Sept ans plus tard, l'administration Obama cherche à comprendre. Toujours est-il qu'à l'arrivée 6,6 milliards de dollars restent introuvables. Evaporés !

En 2008, les pertes concernant la reconstruction de l'Irak étaient estimées –déjà dans un rapport de plus de 500 pages rédigé par Stuart Bowen- à...100 milliards de dollars. La faute à la corruption, aux querelles bureaucratiques et à la méconnaissance de la société irakienne.

A l'époque, amené à se prononcer sur la reconstruction et la stabilisation du pays, l'inspecteur du SIGIR se disait « *prudemment optimiste* ».

Impossible de trouver une formule aussi audacieuse dans sa dernière livraison...

Régis Soubrouillard –

Marianne | Mardi 9 Août

http://www.marianne2.fr/Irak-Afghanistan-meme-combat-perdu_a209194.html

3-3 Comague : Imbroglie afghan.

Les annonces de retraits de troupes OTAN d'Afghanistan que ce soit par OBAMA ou par SARKOZY (qui l'a suivi fidèlement) ne signifient nullement que la guerre s'achève mais au contraire qu'elle s'éternise qu'elle coûte cher et qu'elle est sans issue en termes militaires puisque les précédentes augmentations d'effectifs n'ont eu aucun effet.

Le récent assassinat d'un demi-frère du Président KARZAÏ souligne le caractère chaotique de la situation. Comme le rappelle le texte qui suit publié sur le site des nationalistes pakistanais (traduction COMAGUER) WALI KARZAÏ était un élément clé du dispositif étasunien en Afghanistan et sa disparition montre la faiblesse de leur position.

Un article du correspondant à Kaboul du quotidien britannique THE INDEPENDANT publié le 16 Juillet confirme cette faiblesse. Pour les nationalistes pakistanais l'assassinat serait consécutif à une « querelle ». Le terme anglais *feud* peut aussi se traduire par vendetta et le doute restait permis sur les mobiles réels du crime. THE INDEPENDANT avance une hypothèse : L'assassin était lui aussi un agent de la CIA d'où la confiance que lui accordait WALI KARZAÏ mais il a été retourné par les résistants.

Cette hypothèse est-elle en contradiction avec celle avancée par les nationalistes pakistanais qui voit le meurtre orchestré à Washington?

Pas nécessairement. La CIA peut avoir considéré que WALI KARZAÏ ne convenait plus à la tâche, qu'il était par exemple trop gourmand sur ses commissions sur l'héroïne, qu'il jouait trop sa propre carte et avoir décidé sa liquidation. Il est en effet une règle absolue dans le grand banditisme c'est que le pouvoir absolu du chef de gang est un pouvoir de vie et de mort autant sur ses lieutenants que sur ses rivaux et que pour chaque arrêt de mort qu'il prononce, il choisit lui-même le bourreau.

Ahmed Wali Karzaï et l'Empire Afghan secret de la CIA

L'Afghanistan est aujourd'hui le plus grand terrain de jeux de la CIA dans le monde, loin des yeux indiscrets des médias US et du Congrès. Le meurtre du Wali Karzaï crée un grand trou dans le dispositif de la CIA dans le pays occupé.

Rapport spécial | Mardi | 12 Juillet 2011

WWW.PAKNATIONALISTS.COM

Kaboul, Afghanistan — Le demi-frère du président Hamid Karzaï et le faiseur de rois de Kandahar était un agent de la CIA. Il était aussi un symbole de l'empire secret en expansion de la CIA en Afghanistan.

L'Afghanistan est aujourd'hui la dernière base libre d'opérations de la CIA dans le monde. L'Agence est plus libre ici que partout ailleurs, y compris aux Etats-Unis. En l'espèce, l'Agence de renseignement complotte ici contre les puissances régionales comme la Chine, le Pakistan et la Russie et finance ces plans grâce au commerce de l'opium à l'abri des contrôles du Congrès.

Aucune position n'est plus avantageuse pour la CIA que celle-ci. D'où l'insistance de l'Agence pour rester dans la région et résister à tout retrait des États-Unis ou à tout arrêt de la guerre en Afghanistan.

UN ATOUT

Ahmed Wali Karzaï symbolisait le mode de fonctionnement des États-Unis en Afghanistan. La totalité de l'occupation américaine de l'Afghanistan continue d'être basée sur des accords secrets avec des tueurs de l'ombre et des producteurs de drogue. Ces alliés des États-Unis sont corrompus jusqu'à l'os. Leur maintien au pouvoir démentit les déclarations roses de Washington sur les droits de l'homme, la démocratie et une nouvelle ère en Afghanistan.

La CIA a toujours trouvé facile de traiter avec de tels personnages parce qu'ils aidaient l'Agence à faire le sale boulot qu'elle ne peut pas faire autrement de façon légale.

L'Agence avait besoin de personnes comme Wali Karzai pour l'aider à cultiver l'opium pour financer ses opérations secrètes dans la région qui ne soient pas sanctionnées par le gouvernement US ou le Congrès. Les Résistants ont mis fin à ce commerce mais la CIA l'a rétabli après 2002 pour financer son empire secret en plein essor en Afghanistan loin des yeux indiscrets de Congrès qui contrôle le budget de l'Agence.

La relation de la CIA- avec Wali Karzaï aurait pu continuer sans interruption sauf conflits politiques internes à Washington.

La Couverture de Karzaï n'a pas été enlevée en Afghanistan, mais à l'intérieur des États-Unis, quand à Washington les rivalités sur la politique afghane du président Obama ont conduit quelqu'un à mettre au jour les relations étroites de la CIA avec les mauvais éléments dans le pays occupé.

Le rusé jeune Karzaï est devenu un homme menacé depuis ce jour.

La junior Karzaï a été tué par un assistant digne de confiance, très probablement suite à une querelle.

Sa mort représente une perte énorme pour la CIA à un moment difficile, créant un vide immense dans les bastions Pachtounes du sud de l'Afghanistan. Il s'apparente à l'ouverture d'un front pour la CIA et pour les militaires US dans leur propre arrière-cour au moment où ils ont le moins besoin d'une telle diversion.

Le message que son meurtre envoie à l'élite dirigeante soutenue par les U.S.A est dévastateur. Il dit que ni la CIA ni les militaires US ne peuvent vous protéger si vous êtes leur allié en Afghanistan.

Il n'y a aucune menace immédiate pour l'occupation US en Afghanistan après la mort de M. Karzaï, mais sa valeur symbolique ne peut être niée.

C'est un signe de plus du commencement de la fin.

<http://comaguer.over-blog.com>

Au fil des jours et des lectures n°100

17 Juillet 2011

4 Annexe

4-1 Manlio Dinucci : Les robots killer de l'empire.

Rubrique L'art de la guerre

De menaçants rapaces high-tech volent jour et nuit au-dessus de l'Afghanistan, du Pakistan, Irak, Yémen, Somalie, Libye et d'autres pays. L'espèce la plus répandue est celle des Prédateurs, drones dotés de vidéo caméras et senseurs à infrarouge, ces yeux par lesquels les opérateurs les télécommandent depuis une base aux Etats-Unis, à plus de 10.000 Kms de distance. Une fois la proie repérée, elle est attaquée avec des missiles « Feu de l'enfer ». Le Prédateur de dernière génération, dénommé Broyeur (de vies humaines évidemment), peut en transporter 14. Ces drones et quelques autres sont en train de proliférer rapidement : le Pentagone, qui en avait une cinquantaine il y a dix ans, en possède aujourd'hui plus de 7.000. La U.S. Air Force est en train d'entraîner davantage de « pilotes à distance » pour ses drones que de pilotes de chasseurs bombardiers. Et, sur les drones de guerre, misent non seulement les Etats-Unis mais toutes les plus grandes puissances. L'Italie aussi utilise en Afghanistan (et peut-être même en Libye) des drones prédateurs, télécommandés depuis la base d'Amendola dans les Pouilles. Grâce aux milliards de dollars destinés à la recherche et au développement, l'espèce évolue rapidement. On expérimente à présent des drones spatiaux, comme l'X-37B de la U.S. Air Force : complètement robotisé, il est en mesure de rentrer à la base après sa mission. Il peut détruire des satellites adversaires (pour aveugler l'ennemi avant l'attaque) ; il peut lancer depuis l'espace les « dards de Dieu », qui ont l'impact cinétique d'un météorite ; il peut, aussi, lancer depuis l'espace des ogives nucléaires. Dans la base aérienne de Wright-Patterson (Ohio) on est en train d'expérimenter des drones miniaturisés, qui reproduisent le vol d'oiseaux et d'insectes, battements d'ailes compris. Dans les futurs scénarios guerriers sont prévus des essaims de drones-insectes qui, diffusés sur un territoire, espionnent partout et sont capables aussi de tuer. On expérimente aussi, en même temps, en particulier à Fort Benning aux Usa, des robots terrestres de combat. Parmi ceux-ci le « Gladiateur », un véhicule à chenille de plus d'une tonne doté de mitrailleuses et autres armes, qui tirent sur des objectifs repérés par les télé-caméras. Pour les combats en zone urbaine surtout, est désormais prêt à l'emploi un petit robot à chenille armé de mitrailleuses, qui tirent quand ses cinq télé-caméras (capables aussi de vision nocturne) repèrent une silhouette humaine. Il a déjà été expérimenté avec succès en Irak, tandis qu'un modèle analogue est utilisé en Israël le long de la frontière avec Gaza. Dans le cadre du programme « Futur système de combat » (coût 200 milliards de dollars), le Pentagone prévoit de remplacer d'ici 2015 un tiers des véhicules blindés avec équipage, en leur substituant des robots de combat. La façon de faire la guerre est donc en train de changer : les Etats-Unis et les autres grandes puissances utilisent leur supériorité technologique pour imposer leur domination avec une armée de drones et robots de combat, qui réduisent les risques pour les militaires. Mais la guerre robotisée facilite l'extension des opérations militaires et accroît le nombre de victimes civiles. On peut se demander alors qui sont vraiment les robots. Non pas les machines, mais ceux qui suivent la voie de la guerre (en faisant sa promotion, en la justifiant ou en l'acceptant sans discussion). Ils marchent comme des automates, vers le précipice.

Manlio Dinucci
[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),
Le 19 juillet 2011
ilmanifesto.it.

source : <http://sadhillnews.com/2011/05/20/happy-60th-day-of-kinetic-military-action-in-libya-r-i-p-war-powers-act/obama-biden-predator-drone-missile-libya-barack-joe-michelle-sad-hill-news-6>

Edition de mardi 19 juillet 2011 de **il manifesto** : « I robot killer 1[1][1] dell'impero »

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110719/manip2pg/14/manip2pz/306979/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est géographe *et journaliste au quotidien italien il manifesto*.

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

[Articles de Manlio Dinucci publiés par Mondialisation.ca](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19